



Lettre ouverte à
Monsieur Patrice Bessac
Maire de Montreuil

Montreuil le 12 mars 2018

Monsieur le Maire,

En instaurant le « jour de carence pour les agents de la fonction publique » depuis le 1^{er} janvier (sans en informer les agents), vous avez fait le choix d'appliquer avec zèle les directives d'Emmanuel Macron que vous dénoncez pourtant sans cesse par voie de presse.

Pour la CGT et les agents municipaux que nous représentons, ce jour de carence constitue une véritable **insulte**. Son instauration, que votre équipe a pourtant combattu de façon offensive contre Dominique Voynet, revient à suspecter de fraude chaque agent malade et donc à le **sanctionner** d'office dès le 1^{er} jour d'arrêt maladie. **C'est inacceptable et indigne des valeurs politiques de justice que vous dites défendre !**

Par cette mesure qui s'ajoute au gel du point d'indice et à l'augmentation du coût de la vie, vous accentuez la **précarité** des agents, **stigmatisez** toute la fonction publique et participez à la **casse du service public** qui est pourtant, selon votre propre citation, « la richesse de ceux qui n'en ont pas ». Les combats politiques ne se mènent pas par des mots couchés sur du papier, mais bien par les actes.

Pour rappel, la décision de la mise en place du jour de carence, prise par ordonnance, vient en opposition avec l'article 57 des statuts : « **Tout fonctionnaire a droit à des congés de maladie pour une période de 12 mois, dont 3 mois à plein traitement et 9 mois à demi-traitement** ». Et contrairement aux salariés de droit privé, aucune convention collective ne prend en charge cette perte sèche.

Conséquences : **les agents viennent travailler malades**, au mépris de leur propre santé et au **risque** de la voir se détériorer davantage, d'augmenter les accidents de travail et de propager les virus (notamment aux usagers). En résumé, le service public sera encore plus dégradé.

Nous vous demandons instamment de **ne pas appliquer ce jour de carence** au nom de la libre administration (qui s'imposent au législateur et à toutes les autorités administratives) et des valeurs politiques que vous dites défendre.

Dans cette attente, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Maire, nos salutations respectueuses.

Le syndicat CGT
des territoriaux de Montreuil